



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

PLUS QUE JAMAIS LE COMBAT CONTINUE

POUR LE RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

21 AVRIL 2016

Jeunes et moins jeunes le martèlent depuis plus d'un mois. *"Jeunes dans la galère, vieux dans la misère, de cette société-là, on n'en veut pas !"* Ils le disent et le répètent dans les cortèges, dans les occupations de places pendant les différentes "nuits debout".

De ce monde là, on n'en veut pas !

Le gouvernement, bien décidé à continuer sa politique pro-patronale, essaie de briser le mouvement par tous les moyens : quelques miettes aux organisations de jeunesse, violences policières, médias aux ordres. Il essaie de briser la force motrice du mouvement, celle qui l'a insufflé, les jeunes.

Ce sont eux qui ont bousculé les centrales syndicales peu empressées de développer un mouvement capable de gagner, avec des journées saute mouton à intervalle le plus éloigné possible.

Alors, on leur tape dessus. A Rennes, Paris, Colombes, Levallois, Nantes, Caen, Rouen, Metz ou encore Toulouse, les violences policières sont bien visibles, relayées par des vidéos prises sur place.

Au point que la fédération des parents d'élèves, la FCPE, ainsi que de nombreux intellectuels, disent publiquement leur réprobation. L'appel des intellectuels s'intitule *"un pouvoir qui matraque la jeunesse est faible et méprisable"*.

Le pouvoir à bout de souffle, contesté de toutes parts, se montre à nu, en faisant donner ses forces de répression. D'abord contre le mouvement ouvrier, avec les syndicalistes condamnés à Air France pour une chemise déchirée et ceux de Goodyear pour avoir essayé de sauver leur travail. Maintenant, c'est le tour des jeunes.

A bas l'état policier !

C'est un cycle bien connu : lorsqu'on a épuisé tous les arguments, on frappe. Mais en face, la réaction peut être soit la résignation, soit la révolte et la colère. Colère de tous : ceux qui subissent la répression et tous ceux qui sont écœurés de voir leurs enfants matraqués.

Des hélicoptères en ville au dessus de manifestants, des tirs de gaz lacrymogènes en séries, des tabassages en règle, voici ce que le pouvoir en

place réserve aux jeunes qui se mobilisent contre la loi travail.

Cela en dit long sur ce qu'il veut offrir comme avenir à la jeunesse de ce pays : un retour à une situation bien lointaine, où les relations entre salariés et employeurs n'étaient pas codifiées, où le contrat de travail était individuel. Un monde où les patrons étaient les rois.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit avec les avalanches de lois anti-sociales : redonner les pleins pouvoirs aux patrons, libres de licencier et d'embaucher comme ils veulent, de fixer horaires et salaire selon leur bon vouloir. Et nous ? On aurait juste le droit de dire : merci patron ?

Aller vers la grève générale

Ce que le pouvoir craint le plus, c'est la rencontre entre jeunes et salariés, la jonction entre ces deux

secteurs. Comme cette démarche de plus d'une centaine de jeunes de la place de la République à Paris et de la coordination nationale étudiante, allant à la rencontre des cheminots de la gare Saint Lazare ou allant diffuser des tracts avec des salariés de Renault au Technocentre de Guyancourt, pour demander le retrait de la loi travail.

La prochaine journée de manifestations est fixée pour le 28 avril prochain. Très loin du 9 avril dernier, car les directions syndicales n'ont pas envie d'accélérer l'affrontement avec le gouvernement. Mais le 28 sera

très proche de la journée appelée le 26 avril chez les cheminots.

L'espoir serait que la jonction entre les cheminots et l'ensemble des salariés et des jeunes s'effectue à cette occasion là, et entraîne le début d'une grève généralisée.

Car seule la grève générale reconductible est à même d'imposer le retrait de cette loi, première étape pour la reconquête de nos droits.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



« MERCI PATRON » ... INSUPPORTABLE

Un prestataire travaillant au Technocentre de Renault avait envoyé depuis chez lui et en dehors de ses heures de travail un mail privé aux syndicats de l'établissement pour leur recommander le film Merci Patron. Le lendemain matin après un appel téléphonique de Renault à son entreprise prestataire, il était viré et prié de quitter immédiatement les locaux de Renault.

Le journal Fakir a révélé toute l'affaire et Médiapart y a mené enquête. Le film Merci Patron, qui fait un tabac partout où il est projeté, aligne le richissime Bernard Arnault. Comme la fortune de Ghosn est encore plus petite que celle de Arnault, il en est jaloux. Il veut qu'on ait toutes les raisons de dire à lui aussi « merci », à ses privilèges et à son pognon.

Vanter un film qui s'en prend efficacement à un patron, insupportable au Technocentre Renault de Carlos Ghosn ! Et voilà les patrons qui réclament aujourd'hui plus de possibilités pour licencier ! Raison de plus pour tous ensemble les empêcher de perpétrer leurs mauvais coups.

ETAT POLICIER : ETAT MEURTRIER

Les BAC et les PSIG (gendarmerie) seront désormais équipés d'armes lourdes. Cette annonce intervient alors qu'un rapport, publié par l'ONG ACAT pointe la dérive des forces de l'ordre qui, depuis l'apparition des flash-balls et tasers, s'est mise à tirer sur les manifestants au lieu de les tenir à distance.

Rien qu'avec les flash-balls, on dénombre en l'espace de 10 ans 1 mort et 39 blessés graves, dont 21 ont perdu l'usage d'un oeil. 30 % de ces victimes sont mineures. L'étude d'ACAT démontre aussi l'impunité dont jouissent les policiers auteurs de bavures.

Avec l'état d'urgence, qui laisse les forces de l'ordre agir en-dehors de tout contrôle, ces chiffres risquent d'exploser. La police est sensée nous défendre, mais qui nous défend de la police ?

QUAND TAVARES SE GAVE

Carlos (Tavares) ne supportait pas de rester N°2 chez Renault, après Carlos (Ghosn). Alors il est allé se vendre auprès des actionnaires de PSA. Il a été récompensé de ses services (suppression de 8260 emplois et fermeture d'Aulnay) : sa rémunération est passée de 2,75 millions d'euros en 2014 (+211% par rapport à 2013) à 5,24 millions d'euros en 2015 (+91% par rapport à 2014). Rien à voir avec un salaire, c'est « taper dans la caisse » le fruit de notre travail.

PETIT EXEMPLE DES SALAIRES DE NOS CHERS PATONS :

- | | |
|--|-----------------------|
| 1. Mark Fields (Ford) : | 16,6 millions d'euros |
| 2. Carlos Ghosn (Renault-Nissan) : | 15 millions d'euros |
| 3. Martin Winterkorn (Volkswagen) : | 15 millions d'euros |
| 4. Mary Barra (Général Motors) : | 14,3 millions d'euros |
| 5. Chung Mong Koo (Hyundai) : | 11,6 millions d'euros |
| 6. Sergio Marchionne (Fiat Chrysler) : | 10 millions d'euro |
| 7. Dieter Zetsche (Daimler-Benz) : | 9,7 millions d'euros |
| 8. Rupert Stadler (Audi) : | 6,5 millions d'euros |
| 9. Harald Kruger (BMW) : | 6,2 millions d'euros |
| 10. Carlos Tavares (PSA) : | 5,2 millions d'euros |
| 11. Akio Toyoda (Toyota) : | 2,5 millions d'euros |

UN TOIT C'EST UN DROIT

Depuis le 1er avril, avec la fin de la trêve hivernale, ce sont près de 40 000 personnes qui pourraient être expulsées de leurs logements, pour loyers impayés. Seulement 11 maires ont signé un arrêté antiexpulsion, estimant que « dans 99% des cas », il s'agit de personnes en grande difficulté et qu'on ne peut mettre à la rue des familles avec des enfants.

Mais pour quelques communes où la mairie a réagi, partout ailleurs les propriétaires, voire (et c'est souvent le cas) les organismes publics de logement vont entreprendre les expulsions.

Mais autour de nous, dans nos quartiers, on peut alerter les voisins pour ne pas laisser jeter les gens à la rue et s'organiser collectivement pour défendre le droit à un toit.

PARADIS FISCAUX ET FRAUDE FISCALE : AU CŒUR DU CAPITALISME

Face à l'affaire des « Panama Papers », politiciens et medias aux ordres font mine de s'offusquer. Cela fait pourtant des années que des ONG et d'autres dénoncent le scandale des paradis fiscaux. La fraude à l'impôt pratiquée par des entreprises au profit de leurs actionnaires, par des chefs d'Etat ou des particuliers fortunés emplit leurs poches de milliards, alors qu'on impose austérité et sacrifices aux populations.

En France, en 2013, le syndicat Solidaires Finances Publiques évaluait le manque à gagner entre 60 et 80 milliards : plus que le budget de l'Education Nationale. Une fraude inhérente à la logique capitaliste : son moteur est le profit, son carburant l'exploitation des salariés.

On veut nous faire croire que les richesses ainsi accumulées sont nécessaires à l'investissement et à l'emploi. La fraude, l'évasion, l'optimisation fiscale nous montrent bien le contraire. Face à l'indignation légitime, on va nous refaire le coup des « brebis galeuses ». Mais c'est du système lui-même qu'il faut se débarrasser.

« PANAMA PAPERS » : LE FRONT NATIONAL ÉCLABOUSSÉ

Parmi les personnalités mises en cause, le journal Le Monde cite Jean-Marie Le Pen et deux proches de Marine Le Pen : Frédéric Chatillon, et Nicolas Crochet. Le Pen père pour la société off-shore créée à l'aide de son majordome, en vue de dissimuler une partie de sa fortune. Les seconds pour un montage ultra-sophistiqué de dissimulation d'avoirs financiers en Asie et dans les Caraïbes.

Pour un parti habitué à dénoncer tous les autres comme des « pourris », avec le slogan « *mains propres et tête haute* », cela fait plutôt tache. Alors les dirigeants du Front National dégagent en touche. Philippot rappelle que JM Le Pen a été exclu du FN en 2015. De son côté Nicolas Bay, secrétaire national du FN, considère que le scandale « *concerne la société Riwal* », propriété de Frédéric Chatillon, un simple sous-traitant du parti pour sa communication au moment des élections.

Le FN en tant que tel ne serait donc « *pas du tout mis en cause dans cette affaire* ». Une ligne de défense qui semble prendre les gens pour des imbéciles.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**